



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2024-06-00171 DU 13 JUIN 2024

portant mise en demeure de respecter les dispositions prévues à l'article 11.2
(garanties financières et remise en état) de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2009 et
imposant des mesures conservatoires
Société SA Entreprise MORONI
Commune de Perthes

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'environnement, partie réglementaire et partie législative, Livre Ier Titre VIII et Livre V Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et les articles L. 171-6, L. 171-7 et L. 171-8 ;

VU le Code de l'environnement, partie législative article L. 511-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Régine PAM, Préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant Guillaume THIRARD, Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1553 du 30 avril 2009, notamment l'article 11.2 portant prescriptions pour l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires par l'entreprise SA Charles MORONI sur la commune de Perthes ;

VU la demande de régularisation et de prolongation datée du 28 février 2014 et le dossier joint à cette demande, daté du 30 avril 2014 ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 1^{er} février 2024 suite à une visite d'inspection menée le 20 décembre 2023 sur la carrière exploitée par la société SA Entreprise MORONI sur le territoire de la commune de Perthes, implantée aux lieux-dits « Patis », « St Nicolas », « La Place Royale Sud », « Les Echats » et « Les Prés » ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure annexé à ce rapport ; transmis en recommandé avec accusé de réception à l'exploitant lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques à l'autorité administrative (Préfet et Inspection des installations classées) ;

VU les remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté de mise en demeure lors de la procédure contradictoire de 15 jours en date du 16 février 2024 ;

CONSIDÉRANT que la carrière sur-mentionnée n'est pas totalement récolée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de l'installation est de nature à présenter des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le niveau d'eau actuel de la carrière menace une habitation, qu'ainsi qu'un bâtiment agricole abritant des engrais ;

CONSIDÉRANT que la remise en état actuelle ne permet pas de conclure à l'absence de dangers sur les tiers voisins, locaux d'exploitations et locaux d'habitations ;

CONSIDÉRANT que les investigations supplémentaires doivent être menées ; permettant de comprendre l'hydraulique locale ;

CONSIDÉRANT que la libre circulation des eaux entre les bassins BLANDIN et MORONI n'est pas effective ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. »

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en demeure la société SA Entreprise MORONI d'effectuer une étude hydraulique complémentaire ;

CONSIDÉRANT que les résultats de l'étude hydraulique peuvent remettre en cause, la remise en état du site actuelle ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne,

ARRÊTE :

Article 1 : La société SA Entreprise MORONI, dont le siège social est situé 60 Boulevard du Val de Vesles Prolongé – 51 500 Saint-Léonard, est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 11.2 de l'arrêté préfectoral susvisé **dans un délai de 6 mois à réception du présent arrêté.**

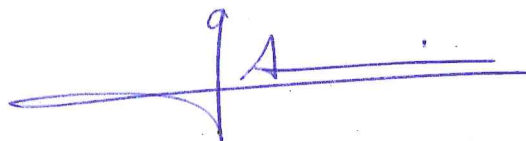
Article 2 : **Sous 3 mois**, par mesures conservatoires, l'exploitant transmet une étude hydrogéologique permettant de comprendre et solutionner de façon durable la libre circulation des eaux, sans compromettre l'altération du bâti voisin.

Article 3 : Comme le prévoit le II de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, en cas de sanction prévue ci-dessus suite à non-respect d'au moins une des mises en demeure de l'article 1 du présent arrêté, il pourra être procédé à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 4 : Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-préfet de Saint-Dizier, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SA Entreprise MORONI et dont une copie sera adressée pour information au Maire de Perthes.

Chaumont, le **13 JUIN 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

Voies et délais de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction selon les principes édictés à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication.

